

*Vers les 150 ans de la fondation de l'USJ (1875-2025) :*

**L'USJ et sa mission de transformation sociale**

Allocution du Professeur Salim Daccache s.j.

Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

Le 20 mars 2023

Campus des sciences et technologies de l'USJ -Mar Roukoz

Eminence Monseigneur Paolo Borgia, Nonce apostolique du Saint Siège  
au Liban,

Révérénd Père Michaël Zammit, provincial de la Compagnie de Jésus au  
Proche-Orient et au Maghreb,

Excellences Mesdames et Messieurs les représentants des corps  
constitués,

Messieurs et Mesdames les Ambassadrices et les Ambassadeurs et  
membres du corps diplomatique,

Monsieur le Président et membres du Haut Conseil de l'USJ,

Mesdames et messieurs les membres du Conseil stratégique de  
l'Université,

Messieurs et Mesdames les Vice-recteurs, les Doyens et Directeurs,

Messieurs et Mesdames les membres du Conseil stratégique,

Docteur Christian Makari, président de la Fédération des Associations des  
Amicales des Anciens Étudiants de l'USJ et présidents et membres des  
Associations,

Monsieur le Directeur de l'Hôtel-Dieu de France et du réseau Hospitalier,

Mesdames et Messieurs les Enseignants, les Administratifs et les  
Étudiants,

Chers Amis,

Laissez-moi dire un mot de bienvenue bien cordial au nouveau nonce apostolique au Liban, Monseigneur Paolo Borgia, arrivé le 22 septembre 2022 après avoir été nonce apostolique en Côte d'Ivoire de 2019 à 2022.

Monseigneur, vous n'êtes pas avec nous à cette fête patronale pour la première fois puisque vous avez connu le Liban lorsque vous avez occupé le poste de Secrétaire de la Nonciature à Harissa de 2010 à 2013. Nous vous souhaitons plein succès dans vos fonctions au nom du Saint Père, surtout en ces moments où le Liban a besoin d'être aidé pour se relever afin de demeurer le pays-message évoqué par le Pape Saint Jean-Paul II d'éternelle mémoire.

Je me tourne vers une autre personnalité pour lui souhaiter un bon séjour parmi nous, le P. Joseph Christie s.j., Secrétaire général de l'Enseignement supérieur jésuite dans le monde depuis bientôt 2 années et Secrétaire général de l'IAJU, l'International Association of Jesuit Universities. Je voudrais le remercier d'avoir accepté l'invitation de partager ce moment avec nous. Nous voulons voir en votre présence parmi nous un réel appui pour cette mission toujours pionnière de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth ici au cœur du Proche-Orient, qui subit comme le pays des effets d'une crise morale et sociale qui menace de devenir une maladie chronique.

Cette crise nous met à l'épreuve de relever « le défi de résister, de penser, de reconstruire et de trouver la réponse de l'Université », thème que nous avons abordé l'année passée. C'est pourquoi je ne peux que me tourner, en cette 148<sup>e</sup> fête patronale de l'Université Saint-Joseph, vers notre saint patron Saint Joseph, pour lui demander de nous soutenir dans les épreuves difficiles que nous traversons. Sa

Sainteté le Pape François, dans ses méditations sur Saint Joseph, nous demande d'adopter le courage de notre saint patron face au tyran Hérode : « la vie nous réserve toujours des adversités, c'est vrai, et face à elles nous pouvons aussi nous sentir menacés, avoir peur, mais ce n'est pas en faisant ressortir le pire en nous, comme Hérode, que nous pouvons surmonter certains moments, mais en nous comportant comme Joseph qui réagit à la peur avec le courage de se confier à la Providence de Dieu ». Le pape ajoute : « C'est une idée fausse et courante de considérer le courage comme une vertu exclusive du héros [...] En réalité, la vie quotidienne de chaque personne - vous, moi, nous tous - requiert du courage : on ne peut pas vivre sans courage, le courage d'affronter les difficultés de chaque jour. » (Pape François, Saint Joseph, Miroir de la Paternité de Dieu, pp. 37-49).

Le pape continue : « Si Hérode est une représentation des nombreux tyrans de l'histoire et d'aujourd'hui, chacun doit veiller à ne pas répondre à ses propres peurs en opprimant les autres [...] Hérode est le symbole des nombreux tyrans d'hier et d'aujourd'hui : pour résoudre les problèmes, Hérode n'a qu'une seule recette, « supprimer ». Pour ces tyrans, les gens ne comptent pas. C'est le pouvoir qui compte et s'ils ont besoin de plus d'espace pour leur pouvoir, ils suppriment encore ». Par contre, Saint Joseph est le modèle que nous devrions plutôt suivre ; il est le contraire d'Hérode : tout d'abord, il est « un homme juste » ; de plus, il fait preuve de courage en exécutant l'ordre de l'ange. »

## **A) Aux racines de l'éducation comme transformation sociale**

En cette journée, durant laquelle nous célébrons le 148<sup>e</sup> anniversaire de notre Université, tout en saluant le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de notre pays, c'est en tant que femmes et hommes « justes » et « courageux » que nous voulons regarder notre passé et notre avenir. Les 150 ans de la fondation de notre Université en 1875 sont pour nous un horizon que nous dessinons par nous-mêmes, forts de tout ce passé de résistance, de méditation et de reconstruction, de courage et de témérité au cœur des drames et des catastrophes, éclairés par la lumière de la Sagesse éternelle. Cette date de 1875, qui nous oriente vers les 150 ans de l'Université en 2025 poserait un léger problème car les historiens nous signalent que les jésuites avaient annoncé la création de l'Université à cette date et l'institution avait été placée par les jésuites sous le vocable, ou patronage, de Saint Joseph ; mais dans la correspondance des pères, comme dans les prospectus destinés aux futurs parents d'élèves, elle était désignée sous le nom de « séminaire oriental » ou de « séminaire-collège ». Ce choix d'afficher le nom d'Université Saint-Joseph est parfaitement assumé par les pères de la mission puisque le premier recteur de l'Université, Auguste Tardy, est nommé en 1876 ; ils voient là le seul moyen de concurrencer efficacement les protestants, dont le *Syrian Protestant College*, à Beyrouth, forme déjà de futurs médecins et prépare au grade de Bachelor of Arts (Chantale Verdeil Cahiers de la Méditerranée 75 | 2007 Islam et éducation au temps des réformes). Les pères ne restent cependant pas insensibles aux critiques. En fait, en juin 1873, la Congrégation de la Propagande pour les Affaires des Rites Orientaux avait approuvé le projet du transfert à Beyrouth du séminaire-collège de Ghazir et la création de l'Université Saint-Joseph. Mais il faudra attendre le 25 février 1881, date à laquelle le

Pape Léon XIII, « décore le séminaire de Beyrouth du nom et du rang honorable d'Université et lui accorde la faculté de conférer les grades académiques et la palme de doctorat en philosophie et en **sacrée théologie** », en réponse à une requête de la Congrégation de la Propagande de la foi et du Recteur P. Rémi Normand venu spécialement à Rome pour plaider la cause. Toutefois, malgré nos limites et en toute honnêteté intellectuelle et morale, nous ne pouvons dissocier notre horizon des 150 ans de l'USJ de celui de notre pays, le Liban, qui célèbre cette année ses 80 ans d'indépendance, du fait que l'aventure de fonder une université jésuite au début du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle était tributaire à la conscience des jésuites qu'il fallait renforcer « l'éducation et l'instruction dans la ville de Beyrouth, devenue avec son port le Centre de la Syrie, » aux dires du grand missionnaire et éducateur jésuite le père François Badour dans une lettre envoyée en 1869 au Supérieur général de la Compagnie à Rome (cité par Jean Ducruet s.j. dans article *L'Université Saint-Joseph de Beyrouth, Liban*, Prof. Jean DUCRUET, s.j, Fédération Internationale des Universités Catholiques, Actes du second Symposium du projet : Université, Eglise, Culture. Les Universités Catholiques dans le Monde (1815-1962) Institut Catholique de Paris (23-25 avril 2001) Centre de Coordination de la Recherche FIUC 21, rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06 France, pp. 155-176). Dans ce sens, en 1883, il y a exactement 140 ans, les jésuites étaient occupés par les dernières retouches à mettre à la nouvelle Faculté de médecine qui fut créée en partenariat avec les autorités françaises et l'Académie de Paris.

Ce souci, exprimé déjà en 1869, sera mieux exprimé en 1919, au seuil de la proclamation du Grand Liban, par le Père Chanteur s.j., Recteur et rebâtitteur de l'Université entre 1921 et 1927, lorsqu'il dira : « si

par exemple le premier but de l'effort national devrait être l'équipement matériel du pays, son industrie, son commerce, quel serait alors le sens d'un tel effort ? Mais si comprise comme un devoir impérieux, une formation (à l'USJ), morale, intellectuelle, sociale, politique, plus robuste et plus profonde (...) était considérée comme une tâche essentielle, alors tout le reste viendrait de surcroît. » (cité par Lanversin, p. 20 le R. P. Chanteur 1865-1949).

Cette phrase qui met l'accent sur le sens de notre mission et dont l'écho ne cesse de se répercuter au fond de notre mémoire comme éducateurs à l'USJ, rencontre fortement les orientations données par le Supérieur général de la Compagnie de Jésus à Boston au mois d'août dernier dans son discours à l'ensemble des universités jésuites dans le monde. Il nous dit que « l'identité des institutions d'enseignement universitaire réunies dans l'IAJU commence par une vision intégrale de l'être humain. Par conséquent, nous concevons l'université non pas comme fragmentée mais comme intégrée. Nous proposons des institutions qui offrent la possibilité d'intégrer les diverses dimensions des activités scientifiques, éducatives et sociales ».

De même, le P. Soza désigne « les virus qui, en plus de la fragmentation, menacent nos institutions d'enseignement universitaire comme les autres institutions ; celles-ci sont constamment menacées par trois souches de virus aux variantes très contagieuses : la fragmentation, la superficialité et l'instrumentalité. La maladie que ces virus produisent une menace de l'identité qui nous unit, inspirée par le charisme qu'Ignace a exprimé en utilisant l'expression "aider les âmes" qui « est l'engagement ignacien qui conduit à une attention intégrale aux personnes dans toutes les

dimensions de la vie personnelle et sociale et dans tout ce dont elles ont besoin ».

Le P. Général, suite à cette remarque, nous demande « de discerner quel type de personne nous imaginons comme le fruit de l'expérience universitaire que nous proposons. C'est la question centrale de notre discernement. La personne humaine a besoin de trouver un sens à sa vie et à ses actions, les grandes actions comme les petites de chaque jour. Nous proposons de "chercher et trouver" le style de recherche, d'action sociale et de formation universitaire capable d'initier et d'accompagner des processus personnels et sociaux qui donnent un sens à la vie dans toutes ses dimensions, en allant vers la vie en plénitude, tout en sachant que la spiritualité qui découle du charisme de la Compagnie de Jésus comprend la vie pleine comme une vie qui cherche toujours "en tout à aimer et à servir". C'est ainsi que nous concevons l'"excellence", dynamique qui oriente la personne de l'élève et de l'étudiant vers la plénitude ».

C'est « la tradition humaniste de l'identité de nos institutions universitaires, nous rappelle le P. Soza, qui inspire la création de connaissances à travers un dialogue multifactoriel qui inclut la diversité des perspectives de toutes les disciplines cultivées dans l'université. Ce dialogue exige une communication fluide et constante comme moyen nécessaire pour construire et maintenir l'unité des esprits et des cœurs qui donne un sens à l'institution. De même, la transmission du savoir en tant que dimension fondamentale de la tâche de l'université contribue à la formation de personnes bien intégrées, engagées dans la transformation de la société, agents de réconciliation qui luttent pour la justice sociale ».

Cette transformation de la société est clairement explicitée par le Décret 17 de la 34<sup>e</sup> Congrégation générale de la Compagnie de Jésus



en 1995, sur le rôle des universités jésuites, qui en définit les grandes lignes du mode d'action, notamment (entre autres) « la découverte de nouvelles perspectives et de nouveaux domaines pour la recherche, l'enseignement et les services, grâce auxquels elles peuvent contribuer à la transformation de la société vers des niveaux plus profonds de justice et de liberté. »

Plus près de chez nous, le P. Jean Ducruet s.j., le réformateur de l'USJ en 1975 ne s'est pas contenté d'effectuer une réforme administrative formelle mais, en même temps, il a redéfini le rôle de l'Université et a assigné à sa mission une finalité de changement socio-culturel. Il disait en 1994 dans l'un de ses discours adressés aux diplômés de génie de l'ESIB : « Votre rôle est de construire des édifices. Plus profondément, il s'agit de construire une société. C'est une lourde erreur de s'imaginer que la crise libanaise sera très simplement résolue en amendant un article de la Constitution » (Jean Ducruet, L'Université et la Cité, Editions de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, 1995, pp. 277-278).

Ce n'est pas en rétablissant certains pouvoirs au chef de l'État ou bien en allant vers une décentralisation mal préparée ou en prêchant un fédéralisme, projet porteur de plus de problèmes que de solutions que la face du Liban va changer. « Il s'agit de quelque chose de plus fondamental, il s'agit de reconstruire une société, une économie, une école, une université, en bref il s'agit de reconstruire une société ; cela passe par un changement socio-culturel qui a valeur d'une transformation de la société ; il s'agit d'une série de changements nécessaires, de comportement autant des gouvernants que des gouvernés, pour **les premiers, retenant** de la politique une mission d'asseoir les règles pour tous en toute objectivité ». C'est le sens des responsabilités qu'il faut instaurer en tenant compte que l'homme

politique, tout homme politique, a le devoir de considérer le bien pour toute sa communauté.

## **B) La transformation sociale a commencé par nous-mêmes**

En référence au discours d'aujourd'hui, surtout celui des préférences apostoliques universelles, retenons que cette transformation devra concerner les domaines suivants : l'environnement et l'écologie, les pauvres et la requête de la justice, notre engagement auprès des jeunes et regarder la vie de chacun comme un exercice spirituel à faire et à refaire. Notre exposé, après cette introduction, se penchera sur les divers aspects d'une même mission, celle de préparer à l'Université des personnes formées dans la liberté et au souci de la justice intellectuellement et socialement, pour devenir eux-mêmes des agents de transformation sociale.

Au courant de ces deux dernières années, notre politique de développement de l'Université a cherché à aligner son profil et sa mission au niveau des exigences internationales de la gouvernance des universités, répondre à des sollicitations locales et régionales d'aide à la relève d'institutions sœurs, et enfin travailler sur nous-mêmes en ce qui concerne notre identité d'université jésuite et d'appartenance au réseau de l'Enseignement supérieur jésuite. Je commencerai par cette dernière dimension qui concerne plutôt les constantes et les racines.

**A commencer par l'Examen jésuite**, qui consiste d'une part à formuler un référentiel propre à l'Université sur les critères qui nous permettent de dire jusqu'à quel point l'Université Saint-Joseph de Beyrouth se conforme aux exigences d'être une université qui porte fièrement l'attribut jésuite. Sommes-nous encore une université jésuite ? Qu'est-ce qui nous caractérise proprement sur cette terre

souffrante du Liban écartelée entre un Occident qui se cherche et un Orient, plongée dans la nuit de la lutte de Jacob avec l'ange en vue de déchiffrer l'énigme de son existence. Pourquoi continuer notre mission et quelle sera la plus-value jésuite qui nous aide à poursuivre ? C'est la communauté (les enseignants, les étudiants, les anciens étudiants et la gouvernance de l'Université, répartis dans des focus groupes), qui se penchera dans un esprit de méditation et d'observation sur ce qu'elle fait et sur ce qu'elle est pour mériter un tel qualificatif. Nous espérons que cette enquête se fera assez rapidement pour qu'elle puisse aboutir en 2025 avec les résultats les plus probants. Cet exercice de l'Examen jésuite se fait accompagner d'une dynamique de mieux connaître les différents membres de notre communauté, à travers des sessions et des moments d'approfondissement, de notre héritage spirituel et pédagogique jésuite à travers le temps.

**Dans la constance de cette recherche de notre raison d'être**, nous avons développé ces cinq dernières années et jusqu'en 2025 un plan stratégique ambitieux porté par l'ensemble de la communauté universitaire afin de répondre à des objectifs de développement, de rectification et d'alignement de l'Université sur les normes universitaires internationales en six chapitres : l'enseignement, la recherche, le service à la société, le rayonnement, la formation continue, le renforcement de l'institution. À partir d'un seul exemple, on peut mesurer combien ce plan a été bénéfique. Rien qu'au niveau du renforcement des capacités de l'institution, une cinquantaine de textes de protocoles dans divers domaines, allant de l'anti-fraude au harcèlement moral et sexuel, tout un travail de rédaction des procédures, sous la responsabilité du Secrétaire général, est en train de parvenir **à l'aboutissement d'une partie de ce chantier.**

Si j'ai parlé de l'accréditation jésuite par l'Examen jésuite, il est à noter que **le renouvellement de l'accréditation institutionnelle ACQUIN**, obtenue en 2019 pour 6 années, se fait selon les normes par l'équipe de l'Unité assurance qualité en lien avec les intéressés. Dans ce sens, l'Université s'est engagée dans la dynamique d'une obtention américaine par l'agence WSCUS ; celle-ci accepte qu'une université conserve sa langue d'enseignement et sa culture autre que l'américain mais cette dynamique nous contraint déjà à réviser certaines approches de nos programmes comme les cours de formation générale, les statuts du Haut Conseil et d'autres dispositions qui militent pour plus d'autonomie universitaire, mais en même temps une demande de responsabilisation des différentes équipes quant aux exigences à remplir pour un meilleur service académique et social. Cette dynamique d'accréditation rendue nécessaire par les ordres professionnels et les gouvernements a été réalisée déjà par plusieurs institutions académiques de l'USJ et ouvre la porte à des Facultés comme la médecine, la gestion et le management, les sciences infirmières qui sont en très bonne position de l'obtenir. C'est une occasion de remercier les équipes qui travaillent sur ces projets, ayant conscience de l'effort déployé et des sacrifices consentis pour atteindre le bon port. Dans ce contexte l'évaluation des programmes académiques, déjà ordonnée par la Loi sur l'enseignement supérieur 285/14, se fait et se fera pour le bien de l'Université et ses diplômés.

L'un des apports de l'USJ, en matière de transformation pour honorer la justice sociale, est représenté par **la politique de solidarité, non seulement avec les étudiants** dans le besoin pour démarrer ou continuer leurs études, mais aussi avec les diverses composantes de notre communauté universitaire et hospitalière. Nous sommes

conscients que nous pratiquons des scolarités bien moins importantes que d'autres universités d'un même rang sinon plus. Notre politique, parfois critiquée, tient compte du fait que chaque étudiant qui veut faire ses études à l'USJ est en droit d'être aidé s'il n'a pas les moyens de les poursuivre. Faisant partie d'une culture francophone qui a connu tardivement le *fundraising*, les ressources que nous collectons sont bien loin de suffire et c'est pourquoi il est de coutume d'utiliser une bonne partie de tout excédent pour les bourses. La solidarité, ce n'est pas seulement donner, mais c'est aussi penser à qui donner et dans quelles conditions. C'est chercher avec passion et par amour auprès de nos Alumni et nos Amis des ressources pour les bourses ou pour le développement de l'Université ou pour l'Hôpital, le tout afin de former des hommes et des femmes pour et avec les autres. Notre bonheur à nous tous, chers Amis, surtout les partenaires de notre communauté universitaire et hospitalière, c'est d'accueillir des patients qui n'ont pas les moyens et de les aider à s'en sortir. C'est aussi d'aider aujourd'hui et demain, sans discrimination, des milliers d'étudiants, qui cherchent à se réaliser avec intelligence et détermination. En tout cela, il nous faut toujours compter sur la Providence mais celle-ci a besoin d'être aidée pour que ses bienfaits nous parviennent. Dans cette dynamique de solidarité, durant ces dernières années, nous avons multiplié notre présence et notre aide auprès des classes défavorisées de la société à travers l'USJ en mission, l'Opération 7<sup>e</sup> jour, le Service de la vie étudiante et récemment par la création d'une ONG sociale, *Al Mazeed*, le Plus, Magis, qui devient le bras social de l'Université.

**Notre université vit actuellement au jour le jour** avec les moyens de bord et les fins de mois sont bien difficiles à boucler pour assurer le nécessaire aux 4500 familles qui vivent de l'USJ au cas où l'on

compte l'HDF et le réseau hospitalier. Le peu *d'endowment* qui était placé dans les banques libanaises n'est plus que l'ombre de lui-même. C'est pourquoi le Haut Conseil ou le *Board of trustees* de l'Université a décidé, avec l'appui de la Fondation USJ, de lancer à l'occasion des 150 ans de l'Université une campagne nationale et internationale pour lever en un premier temps un fonds de dotation de 50 millions USD pour l'Université. Lorsque nous lançons une telle initiative et lorsque nous tendons la main pour aider les 5500 étudiants qui ont le droit de continuer leurs études malgré leurs problèmes financiers, car le savoir est pour tous, c'est que nous comptons sur la solidarité comme opportunité pour aider autrui, du fait que Maître Ignace nous a donné l'exemple. Evidemment, nous ne devons pas tomber dans la tentation de cette tendance qui fait que des universités sont devenues des entreprises cherchant à obtenir des fonds considérables et une bonne réputation dans les cercles des classes nanties. Gardons devant nos yeux que la mission essentielle de l'Université est de procurer une formation professionnelle, théorique et pratique, une formation du sens critique et de l'éthique, qui permet ensuite de se préparer à une carrière ainsi que d'insuffler le goût de poursuivre une formation permanente. Cette formation solide doit aider les étudiants à apprendre à penser, à réfléchir dans leur champ professionnel et à intégrer techniques, connaissances et savoirs appris dans leur réflexion.

Mais ce que je retiendrai du temps de la crise est le suivant, base de toute action et de toute dynamique de salut : **conservons nos acquis en termes de redécouverte d'écoute humaniste, d'écoute mutuelle et d'écoute positive**, pleinement vécue durant la crise du Covid et après l'explosion au port de Beyrouth. Cette écoute est une force spirituelle sans mesure. La crise nous apprend à faire le choix

de ne désespérer de rien, à être humble et à être habité par la bonne intention, condition *sine qua non* d'un bon vivre-ensemble. Nous sommes attentifs et nous le serons toujours pour venir en aide à la santé mentale des jeunes qui devient de plus en plus fragile dans un Liban balayé par les vents de la crise. Cette écoute et manière de vivre résiliente ont été saluées par l'Agence WURI, en nous classant les 16e meilleurs gestionnaires de crise, par l'USJ, ainsi que par la Compagnie de Jésus et par le Kircher Network, réseau jésuite universitaire européen, en nous attribuant la médaille Peter Canisius à Boston en aout 2022, ce qui nous incite à continuer notre résistance pour continuer notre mission de formation des nouvelles générations.

Je ne veux pas trop entrer dans les détails de ce que **nous appelons aujourd'hui la transformation digitale**, en un moment où notre attention s'oriente vers la consolidation de notre survie, celle de l'Université et celle de notre communauté universitaire, ainsi que le changement de nos équipements informatiques et de laboratoires qui deviennent vétustes ; toutefois, comme l'USJ est une université de rang et vocation nationale mais aussi internationale (60% de nos Alumni travaillant en dehors du Liban), nous ne pouvons occulter une telle question, sinon nous risquons d'être dépassés. Réfléchir à la place de l'intelligence artificielle, comme le ChatGPT et des plateformes analogues, ainsi que le métaverse, non seulement pour les matières à enseigner et les diplômes à acquérir, mais aussi comme outils pour obtenir les savoirs et comme avatars qui remplacent l'humain et l'intelligence humaine, ainsi que les emplois dans différents domaines et les étudiants dans leur rôle de chercheurs et de constructeurs de leur propre savoir. En fait, ce qui est à souligner c'est que ces outils et leurs contenus sont en train de s'introduire partout. Je pense qu'il faudra désormais trouver un autre mot pour

dire étudiant à l'Université car son rôle n'est plus d'étudier mais de recevoir des plats tout faits. C'est à ce moment que l'Université doit intervenir pour faire réfléchir pratiquement et éthiquement l'étudiant et changer de posture devant ce qu'il fait et accomplit. Dans ce sens, j'ai entendu un spécialiste dire que l'évaluation orale devra être plus utilisée et que l'étudiant devra être plus orienté vers une acquisition du savoir-faire et même des savoirs utiles à la vie à partir de l'expérience concrète et des stages en entreprise pour que le robot ne remplace pas totalement l'homme. L'on dirait que cette révolution qui remplace l'humain conduit l'homme à être plus proche de l'autre homme. La question n'est pas le nombre de métiers qui vont disparaître ou rester mais c'est le sens du travail qui est appelé à changer, car le travail c'est ce qui anoblit l'homme. Et si l'homme ne travaille plus, d'où tiendra-t-il sa noblesse ? Dans ce sens, le projet nécessaire à venir serait de réviser nos programmes académiques, surtout ceux qui risquent d'être touchés par ces nouveautés digitales, afin de les adapter aux mutations qui risquent d'interroger leur raison d'être comme programmes, ainsi que le profil actuel des métiers qu'ils favorisent. Ces innovations nous interrogent aussi sur les moyens éducatifs qu'il nous faut adopter en dehors des murs de nos campus, afin de créer une plateforme USJ online pour dispenser des cours certifiés avec une bonne liste de programmes spécifiques et actifs pour ne pas copier les autres dans ce domaine.

L'une des pistes que j'avais abordée dans mon discours de l'année passée concernait **le développement de l'Université vers un investissement surtout en ressources humaines vers les services hospitaliers de santé et de promotion de nos programmes vers l'international**. Je me dois de vous dire qu'une année après la relance des deux hôpitaux Saint Charles à Fayadieh et Mgr Cortbawi à Adma-



Jounieh, les résultats se font sentir sur deux plans. Le premier consistait à régulariser la situation administrative, financière et sociale des deux hôpitaux, ce qui a été réalisé presque à 80% et en deuxième lieu revaloriser les projets médicaux des deux hôpitaux, ce qui est en train d'être fait, puisque le taux d'occupation des lits dans les deux hôpitaux a dépassé les 50% de leurs capacités originales, ce taux étant de 10 à 12% il y a une année. Un autre type de service d'expertise administrative à l'hôpital concerne l'Hôpital Tell Chiha à Zahlé et l'hôpital du Moyen-Orient nouvellement construit à Bagdad, le tout constituant un réseau : celui de l'USJ/HDF santé, sous la direction de notre Hôpital Amiral, l'Hôtel-Dieu de France. Dans ce contexte, nous travaillons pour reconduire le bail emphytéotique de 50 ans qui nous lie à l'Ambassade de France ; tous les documents sont fin prêts afin d'engager les négociations utiles 12 ans avant sa fin, afin d'assurer à la Faculté de médecine la pérennité de son terrain de stage principal qu'est cet Hôpital pionnier qui célèbre cette année son premier centenaire, ayant été construit sous l'impulsion des jésuites de l'époque comme Hôpital universitaire de la Faculté et de l'USJ. Je n'oublie pas, dans ce sens, toute l'activité que nous menons afin de renforcer notre présence à l'USJ-Dubaï qui accueillera de nouveaux programmes l'année prochaine et celle que nous entreprenons pour lancer une branche de l'Université en Côte d'Ivoire, en collaboration avec un groupe libanais sur place.

En clôture de cette première partie de mon exposé, **je voudrais partager avec vous quelques résultats de deux enquêtes réalisées en 2022 par l'Ourse, *l'Observatoire universitaire des réalités sociales et économiques de l'USJ* récemment publiées. Elles portent sur les avis de jeunes diplômés et d'étudiants de 1<sup>ère</sup> année, sur l'ensemble de la vie académique et sociale à l'USJ.**

Voici quelques chiffres particulièrement significatifs qui traduisent l'opinion de **jeunes diplômés** :

- 1) 65.3% des jeunes, garçons ou filles, ont cherché à avoir leur diplôme pour quitter le pays, définitivement pour la moitié d'entre eux.
- 2) Une large majorité des diplômés est en faveur des cours en présentiel (au-delà de 65%). La raison principale c'est le sentiment de solitude et une inconsistance de la connexion internet.
- 3) 95% sont satisfaits des unités d'enseignement obligatoire et 90% des optionnelles, mais plus de 20% ne sont pas satisfaits de tout enseignement interactif, numérique et/ou en laboratoire ;
- 4) 95% sont satisfaits des acquis de compétences d'analyse et de réflexion personnelle, mais ce pourcentage encore une fois ne dépasse pas les 80% lorsqu'il s'agit de compétences acquises en digital et en entrepreneuriat.
- 5) Dernier chiffre de cette catégorie : 85% recommandent l'USJ à d'autres amis ou parents, ce qui est un chiffre honorable mais à parfaire.

**Pour les étudiants en 1<sup>ère</sup> année**, 48% environ n'auraient pas pu accéder à l'USJ sans l'aide financière en bourses d'études de l'USJ ; 75,5% avaient l'USJ comme seul choix, 95% s'y sont inscrits car le diplôme assure un accès au marché du travail, 99% louent la bonne réputation de l'USJ, 88% sont prêts à la conseiller à des amis, et seuls 24% pourraient préférer les cours en ligne. Une remarque générale s'impose : il est important que nos services de l'USJ qui traitent avec les étudiants se fassent connaître et élargissent le cercle de leurs

adeptes, un service n'est pas un club, car globalement il y a au-delà de 35 à 40% qui ne les connaissent pas ou connaissent mal leurs activités et missions.

### **C) LA TRANSFORMATION SOCIALE AU NIVEAU LIBANAIS**

Ces enquêtes n'ont cependant pas directement sondé les étudiants quant à l'engagement de l'USJ sur sa troisième mission, le service rendu à la société où il y a beaucoup de choses à dire **tant dans les limites de l'horizon libanais qu'au-delà de nos frontières, notamment au sein du Proche-Orient arabe et sur les rivages du Golfe.**

Parmi les activités prévues pour honorer le rôle de l'Université dans ce domaine, **le lancement d'un programme spécial de formation à la citoyenneté dans l'esprit et la lettre de la Constitution libanaise.** Un autre programme de promotion de la citoyenneté et de la démocratie vient d'être lancé par la Faculté des sciences religieuses à l'adresse des enseignants du cycle secondaire, appuyé par notre partenaire la Fondation Diane. Ce thème nous permet de nous poser les questions suivantes au vu de ce qui se passe sur la scène libanaise : sommes-nous acculés à subir en permanence les effets d'une crise politique, sociale et économique, qui nous menace d'effondrement ? Sommes-nous condamnés à vivre incessamment en voguant sur le slalom du désespoir ? Quelle parole peut et doit proclamer l'Université, en vertu de sa troisième mission, le service à la société, en de tels moments qui engagent l'avenir ? L'enseignement supérieur au Liban fait-il partie du problème libanais ou bien est-il une voie sûre en mesure de faire sortir le pays du Cèdre de la crise qui l'asphyxie ?

Avant de répondre à certaines de ces questions, la situation que nous vivons depuis 2005 relève du surréalisme politique : 1184 jours sans président de la république, 3310 jours sans gouvernement, 400000 émigrés dont 75% des jeunes depuis 2019, une inflation qui dépasse les 150%, 73% sous le seuil de la pauvreté ou flirtant avec, mal nourris, 15% des enfants menacés de devenir des nains. Bref, sans exagération... c'est l'effondrement. Le malheur, le vrai malheur, c'est de ne pas avoir un chef de l'État, un président maronite de la république. Rappelons-nous ce que disait, à ce propos, le Père Youakim Moubarac, « la passion de tout maronite de devenir président n'est que l'antichambre du décès de la présidence ». Le vrai malheur c'est de voir comment cette fonction présidentielle est manipulée, instrumentalisée, récupérée, anéantie et vidée de son sens. Ce qui en demeure est une forme vide de toute substance.

Il est vrai que les restaurants sont bondés. Les bars et les restaurants font certes vivre ceux qui y travaillent et génèrent des bénéfices à leurs propriétaires. Mais tout ceci ne fait pas une économie ; tout ceci ne reconstruit pas un État de droit et son service public. Les chiffres de la Banque mondiale de 2022 sont éloquentes : 73% des Libanais et des résidents non libanais vivent bien en-dessous du seuil de pauvreté. Certains qui n'ont pas accès aux soins dentaires utilisent l'Alteco pour coller leurs dents. Du jamais vu ; j'ai moi-même pu faire ce constat de mes propres yeux.

**Il est dit que pour transformer une société et l'influencer positivement, on fonde une université.** Le célèbre éducateur et théoricien John Dewey le confirme ainsi : « dans la mesure où l'école et l'université jouent un rôle décisif dans la formation de la personnalité des jeunes d'une société donnée, elles peuvent, si elles sont conçues à cette fin, transformer de manière fondamentale cette société. » (Dewey, 1897b, p. 93). L'université, par nature, est porteuse

d'une troisième mission, celle du service à la communauté, mission complémentaire aux deux premières, l'enseignement et la recherche, qui réapparaît d'une manière forte dans le discours universitaire au niveau international. Depuis sa création au Moyen-Âge, l'Université n'a cessé d'être un « **événement dans la cité** », un sanctuaire de la métamorphose de l'homme et du citoyen. C'est en cela que réside l'universalité politique de la fondation universitaire. Cette mission renforce l'ancrage de l'université au sein d'un territoire et d'une société. C'est ce qui lui confère un rôle prépondérant au sein de la société qu'elle dessert ; c'est ce qui appuie sa pertinence et son acceptabilité sociale. Cette mission est aujourd'hui considérée comme étant le troisième pilier de l'université moderne.

De ce fait, nous sommes fiers de dire que nous avons été modernes depuis la fondation en donnant sa place à la responsabilité sociale que nous avons portée comme université et surtout comme universitaires que nous sommes ; cette mission se situe au cœur d'un Liban fragilisé qui attend de l'interaction entre les sciences, la science politique et les pratiques sociales une parole forte et cohérente. (cf. d'Emmanuelle Annout, sociologue, 2013 Université du Havre).

Depuis sa création en 1875, l'USJ a participé à une place éminente à former les hommes et les femmes du Liban et du Proche-Orient. Nous nous sommes attelés, dans un esprit d'humanisme intégral, à privilégier l'éducation d'une personne humaine libre, digne, autonome, responsable, qui n'est pas l'esclave servile de Dieu et encore moins son rival acharné. Nous nous sommes engagés en faveur de la réconciliation des cultures d'Orient et d'Occident. Nous avons été les pionniers du dialogue inter-religieux islamo-chrétien. Nous avons participé, de manière privilégiée, à faire de notre ville de Beyrouth le foyer et le phare de la *Nahda* arabe, ou Renaissance.

Depuis 150 ans, nous construisons, brique par brique, génération après génération, un modèle de libanité fait d'ouverture, d'esprit universel et de fraternité. C'est grâce à l'effort incessant de ses écoles et de ses universités, et de leur impact sur la métamorphose de la société, que le Liban a pu devenir ce « pays-message » évoqué par le Pape d'éternelle mémoire Saint Jean-Paul II. Au-delà de l'horizon du Liban, nous avons délivré le message à nos frères du monde arabe, au sein duquel nous sommes immergés. Aujourd'hui, notre modèle de libanité s'épanouit dans ces pays d'avenir que sont les États du Golfe et de la presqu'île arabique. Ces sociétés ont vu et connu la modernité à travers le regard de la société libanaise que nous avons contribué à façonner. La politique d'ouverture et de promotion du vivre-ensemble, si dynamique aujourd'hui sur les rivages du Golfe, est un écho du modèle de libanité. La durabilité de ce changement demeure tributaire de la durabilité du modèle libanais dans lequel elle est enracinée. C'est pourquoi il nous paraît impératif de protéger le Liban comme pays de non-alignement afin de sauver le « message » tant sur les rivages de la Méditerranée que sur ceux du Golfe.

L'USJ est présente d'une manière symbolique à Dubaï, maintenant cette présence comme avant-poste du dialogue avec le monde arabe. Par nos programmes des relations islamo-chrétiennes, nous sommes des pionniers du dialogue entre frères. Au-delà des rapports islamo-chrétiens, nous sommes déterminés à devenir des apôtres de la fraternité humaine affirmée par la Déclaration d'Abu-Dhabi ainsi que par l'encyclique *Fratelli Tutti* du Pape François.

Notre Université est pleinement immergée dans son milieu social depuis sa fondation. Il suffit d'évoquer comment cette société libanaise, au cœur de la guerre civile, n'a pas hésité un moment, à accueillir l'Université à cœur ouvert, chassée de ses locaux, des

dizaines de fois car l'Université jésuite (yasou3iyyi) a un sens vital pour notre société. L'espérance emportée par ce souvenir devient une puissance de changement et de transformation sociale.

Nous affirmons que **notre rôle est de consolider la nation, le vivre-ensemble, comme valeur républicaine**, dans un pays multiconfessionnel, quel que soit le prix à payer. Nous l'avons fait et nous continuons à le faire afin de changer les cœurs et les esprits, en dépit des critiques. On découvre aujourd'hui la valeur inestimable de l'Exhortation apostolique de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II parue en 1997, dont nous avons célébré cette année le jubilé d'argent par une série de conférences dans le cadre des mardis de la Faculté des sciences religieuses de l'USJ. Ce document papal avait mis en relief la nécessité de ressouder le tissu national libanais, fait de diversité et de pluralisme communautaire. Malgré les imperfections et la résurgence des extrémismes confessionnels entretenus par certains politiciens, l'Exhortation avait réussi, par son message spirituel et socio-politique, de consolider ce tissu national et de renforcer les liens entre les communautés, en dépit des divergences politiques. Mais aujourd'hui un vide oppressant semble s'être installé. Les solutions pour le moyen et le long terme, à travers les institutions de l'Etat, devenu fantôme, tardent à être élaborées, conçues et mises en application. Les solutions pour le court terme ne font que perpétuer la crise ; on a bien assisté à la dilapidation tout récemment à plus de 40 ou 45 milliards de dollars depuis 2020, ce qui n'a fait que décupler la corruption au lieu de saisir l'opportunité de sortir de la crise ; on s'ingénie à trouver ces solutions à court terme, au moment où il est bien plus ingénieux de trouver des solutions pour des réformes profondes et durables de l'administration publique, des services d'eau et d'électricité, de la magistrature. Décidément, le Liban ne

cesse de donner des leçons de science politique dans la nécessité de restauration et de réparation de l'Etat démocratique, républicain et pluraliste et l'ajustement de ses relations avec la société plurielle.

Dans ce contexte, nous demeurons confrontés, **même si un dénouement positif national survient pour élire un nouveau président de la république, à une série de problèmes d'ordre existentiel**, posés à notre réflexion et qu'il nous faut penser avec courage car ces problèmes marquent une triple rupture :

- 1) avec nos propres attentes et espoirs que le Liban des beaux jours et de Feyrouz et d'autrefois va revenir ;
- 2) avec une idée reçue que ce sont les forces étrangères qui vont régler nos difficultés, payer aux belligérants politiques de chez nous leur fin de conflits, nommer un président et un gouvernement ;
- 3) avec le préjugé classique que la classe politique actuelle demeure intouchable.

Je ne vois pas comment le Liban d'autrefois va revenir ; toutefois il y a une constante qui est celle de la nécessité de sauvegarder le modèle de libanité et son vivre-ensemble pour dire que la résignation à vivre ensemble n'a jamais fait un peuple et qu'aujourd'hui, au vu de l'effondrement des structures de l'Etat, doublé d'une cassure culturelle et politique entre Libanais, le défi est de rebâtir ensemble le vivre ensemble, en un moment où l'émigration, surtout de la jeunesse, ne cesse de creuser un vide dans la démographie, surtout chrétienne, de notre peuple. On nous rassure que deux négations ne font pas une nation, ce qui est bien vrai c'est que la coexistence à elle seule aussi ne fait pas une nation et que le défi des Libanais est encore une fois de rebâtir ensemble le Liban et surtout l'Etat pour que la vie ensemble prenne consistance et trouve un sens.



Ce que nous voulons, c'est une vraie réparation de notre Liban et non des demi mesures ou des compromis qui sont plus des compromissions que de vraies solutions pour que notre pays cesse d'être un espace de règlement de compte des conflits étrangers sur notre territoire.

Le P. Jean Ducruet disait un jour aux jeunes diplômés de l'ESIB : « vous saurez vite qu'on ne rassemble des hommes et des femmes que sur un chantier et notre chantier c'est d'unir les Libanais pour travailler ensemble à une réflexion sur un avenir qu'ils construiront ensemble » (Jean Ducruet, Discours bâtir ensemble, 11 juillet 1985, dans l'Université et la Cité, Editions de l'Université, pp. 273-274). Nous le savons : la condition est de restaurer l'Etat sous ses formes les plus essentielles, un Etat de droit qui détient à lui seul la force armée en dehors de toute milice ou parti, décide de la politique étrangère et, dans le cas du Liban, protège les droits et les libertés, interdit à ce qu'une communauté exerce un pouvoir de pression sur une autre ; de même un Etat, service public qui assure aux citoyens leurs besoins et met en place la justice sociale, un Etat des histoires partielles en les unissant dans un bouquet homogène, un Etat des politologues qui se sert bien moins des pactes que de la Constitution dans son esprit et dans sa lettre.

Dans ces formes de l'Etat que nous voulons pour l'avenir, **c'est l'Etat fort et intelligent des citoyens ordinaires que nous sommes.** Celui-ci à des moments de l'histoire, la nôtre, a reposé sur des comportements nationaux, des pensées et des sensibilités communes, un respect total des lois et des principes qui régissent notre vie sociale à nous tous. Dans notre monde, il n'y a pas d'autre alternative que l'Etat. Pour cet Etat, il nous faut travailler ensemble, comme jadis, dans nos écoles et nos universités, pour créer des

valeurs culturelles, intellectuelles et spirituelles nationales, tout en maintenant les richesses particulières culturelles et communautaires. Cet objectif de restaurer l'Etat des citoyens ne peut se réaliser sans sacrifice et sans liberté critique. L'Université est l'espace où une telle formation à la citoyenneté et à la liberté critique peut continuer à se faire. Elle enseigne depuis toujours que la culture d'une communauté, à différencier de sa foi religieuse, est la réponse qu'elle développe et qu'elle a développée face aux contraintes et aux défis d'une époque. La culture d'une communauté c'est son aptitude à dialoguer lorsqu'il s'agit de construire un avenir politique et social avec d'autres. Le rôle de l'Université est, d'une part, d'identifier toute culture de communauté renfermée sur elle-même qui ne dialogue pas et, d'autre part, d'œuvrer pour qu'un tel dialogue soit possible. Dans ce contexte, et pour que cet objectif puisse être atteint, développer la culture citoyenne, qui est au niveau d'une multitude d'établissements scolaires, et on les connaît, et au niveau de plusieurs universités, surtout l'association USJ/AUB, se poursuivra afin de former des agents de citoyenneté libanaise voire régionale et sauver, ainsi, les communautés religieuses de l'emprise des politiciens manipulateurs des droits des communautés sous des appellations idéologiques ou bien pour couvrir leurs intérêts bien particuliers et qui n'ont rien de communautaires. Le bon pluralisme, c'est celui qui est ordonné en vue de renforcer les liens sociaux sous le regard de l'Etat national. Le concept de pluralisme est un concept riche et fondamental dans la philosophie politique d'hier et d'aujourd'hui, sinon nous revenons à ce que le philosophe Hobbes appelle l'état de nature duquel nous nous approchons dangereusement. Les accords de Taëf avaient programmé des réformes de base comme une loi électorale moderne, un sénat, l'indépendance de la magistrature, le mariage civil volontaire, l'abolition du confessionnalisme, la loi de l'enrichissement

illicite ; mais c'est le contraire qui fut fait et l'exercice politique confessionnel a transformé le pluralisme en sectarisme politique étroit et inconstitutionnel, qui affaiblit l'État et le bien public. L'Etat des simples citoyens, **c'est l'Etat des droits et des devoirs du citoyen**, car c'est lui seul qui va libérer l'individu des formes de féodalisme et de clientélisme. Cet Etat, c'est l'Etat souverain libanais, qui ne peut être importé de l'extérieur car il est l'expression concrète de la volonté de ses citoyens. C'est l'Etat de la justice sociale où chacun a droit à vivre et à se soigner et non l'Etat actuel désintégré et sans repères où beaucoup se sont enrichis aux dépens des pauvres, confirmant ce que disait al Imam Ali, « l'être humain le plus méprisable est celui qui s'enrichit le jour où le peuple a faim ».

Au contraire, a été manipulé le concept de **la nation sur laquelle reposent les fondements de l'État et pour laquelle l'État de droit est établi afin d'assumer le rôle de serviteur de tous les citoyens dans l'égalité, la justice et la pérennité des libertés**. Nous soulevons ici un problème et une question fondamentale que tous les États nationaux se sont posés : qui est le fondateur de la nation libanaise et de l'État libanais ? Quelle est la source de l'existence du premier et du second ? Quel est le rôle de la politique et des politiciens dans ce domaine ? Nous disons que la source est tout le peuple libanais. C'est vrai que c'est un fait, mais encore une promesse et tous sont appelés à la réaliser. Cependant, depuis la création de la nation libanaise, surtout depuis 1975, nous vivons dans une lutte entre la volonté du peuple issu des différents groupes libanais de s'unir comme base de la nation libanaise et la volonté des politiciens et de certains partis de souligner le sectarisme confessionnel et diviser le peuple en groupes qui se battent pour eux.

C'est pour dire que l'esprit de la contestation du 17 octobre 2019 est toujours vivant et révolutionnaire du fait qu'il a libéré la capacité de dire les choses par leurs noms et de condamner les agissements de la classe politique lorsqu'elle cherche à se servir de l'Etat au lieu qu'elle soit en bon citoyen à son service, à son développement et à sa maturité. Il n'y aura pas de Liban sans reddition des comptes comme dans le scandale du siècle, la spoliation des déposants dans les banques libanaises de leur bien. Un autre point mérite d'être souligné dans la récupération de sens de l'Etat : je rappelle une vérité qui est appuyée par de grands commis de l'Etat qui m'ont chargé de la répéter : « Vous, les politiciens et vos représentants, libérez l'administration publique dans toutes ses composantes de votre emprise, de vos appétits malsains, et surtout de votre volonté de la détruire ! Cessez de l'utiliser pour votre propre intérêt politique ! Donnez dès aujourd'hui l'exemple de votre amour et respect de l'Etat en laissant le magistrat œuvrer pour terminer l'enquête sur le scandale du siècle, l'explosion du port de Beyrouth ! Si vraiment vous êtes innocents, pourquoi bloquer la procédure ? Oui, nous voulons un Etat intelligent des simples citoyens qui donne à chacun son dû et sauvegarde sa dignité, en lui offrant les services qu'il mérite ! Pour cela, nous n'allons pas dormir ou nous taire car selon Aristote « Celui qui est éveillé pratique la sagesse et celui qui dort n'est autre que l'insensé » (Aristote dans la Protreptique, para 85).

### **En finale,**

Nous continuerons à raviver **cette flamme de la formation de citoyens compétents libres**, unis au niveau de l'esprit et du cœur, qu'ils soient ici ou dans les pays de la diaspora libanaise appelée elle aussi à vivre le moment libanais comme mission intérieure de

solidarité. Nous continuerons à raviver la flamme jusqu'à ce qu'elle illumine le Liban des 10452 km<sup>2</sup>, porté par **l'Etat des simples citoyens** car c'est lui, cet Etat, qui protégera tous ses citoyens sans discrimination. Nous avons une cause, la liberté de notre pays, et nous ne sommes pas prêts à démissionner. L'échec, le retour en arrière et planter sa tête dans le sable ne furent jamais partie de nos valeurs comme « le secret du succès est la constance dans le but », comme disait l'ancien premier ministre du Royaume-Uni, Benjamin Disraeli. Le développement ne se mesure pas par le nombre de diplômés en médecine, en ingénierie ou d'autres disciplines, mais par ceux qui sont capables de percevoir **comment s'effectue une transformation sociale**. Si nous voulons participer à cette transformation, nous devons être collés au terrain, au peuple, se mélangeant à la réalité sociale et imprimant son mouvement de conscience de soi à travers toutes les activités que nous menons ; semer la sève du changement, c'est avoir la vision de ce que sera l'édifice nettoyé et rajeuni.

Je laisse les derniers mots de ce discours à un jésuite que nous ne connaissons pas ; il s'agit du père Louis Abougit, jésuite et historien de la Mission, qui s'exprimait en 1879 ainsi à propos de l'USJ :

« Je ne m'arrêterai pas à faire ressortir l'importance de cet établissement. Il est évident que c'est là l'œuvre capitale de notre mission. Ainsi l'ont toujours envisagée nos supérieurs ; ainsi ne cessent de la juger les indigènes et les étrangers qui sont à même d'en apprécier la portée. Plus d'un personnage éminent s'est plu à consacrer ce jugement en l'appuyant de la haute autorité de son suffrage et, parfois, de ses bienfaits. Et voilà pourquoi notre société (de Jésus) n'épargne aucun sacrifice d'hommes et d'argent, pour lui donner le plus de développement possible » (« Rapport du Père

Abougit sur la Mission de Syrie », *Lettres de Mold* (Lettres du Scolasticat de la Province de Lyon, S.J.), Bruxelles, Imprimerie Polleunis, Ceuterick et Lefebvre, Tome second de 1883-1884, p. 44-45.)

Chers Amis,

Notre Université a été toujours un moteur d'espérance et, en entrant dans la dynamique de la célébration des 150 ans de sa fondation, nous pouvons conjuguer entre mémoire et espérance. Pour conduire et réussir le changement, nous avons plus besoin de foi, d'espérance et de vision que de doctrine et de morale. Ainsi notre espérance s'enracine dans le souvenir de ces pères et frères, ces professeurs et instructeurs, ces étudiants et ces Anciens étudiants qui ont œuvré avec foi et don de soi pour assumer les drames et les destructions anciennes et récentes jusqu'à la catastrophe de l'explosion du port de Beyrouth. La formation qu'ils ont donnée et la formation qu'ils ont eue ont été toujours centrées sur l'acquisition des meilleures compétences pour transformer notre société locale, sinon nos sociétés de la région. Lorsque l'espérance s'enracine dans la perpétuation du souvenir de ce qui a été réalisé pour assumer et reconstruire, elle devient dotée d'une puissance sans limite pour le bien de tous, de notre communauté universitaire et notre Liban.